

Les salariés de Ford Blanquefort veulent encore y croire

REUTERS • 18/12/2018 à 15:41



LES SALARIÉS DE FORD BLANQUEFORT VEULENT ENCORE Y CROIRE

par Claude Canellas

BORDEAUX (Reuters) - Les dernières réunions du comité d'entreprise de l'usine Ford Aquitaine Industrie (FAI) de Blanquefort (Gironde) n'ont rien changé au sort des 872 salariés, qui seront licenciés le 31 août 2019 même si les syndicats veulent encore se battre avec l'Etat contre la décision du constructeur automobile.

Les représentants de Ford ont confirmé lundi leur position annoncée jeudi dernier de ne pas donner suite au plan de reprise du groupe belge Punch Powerglide que trois des quatre organisations syndicales présentes au sein du CE avaient validé et qui avait reçu le soutien actif du gouvernement.

Ford Motor Company (FMC) a rappelé mardi dans un communiqué que sa priorité avait été "de trouver un repreneur fiable. Nous avons toujours affirmé que tout acheteur devait avoir un plan d'entreprise viable, à long terme et que tout accord devrait être raisonnable, réaliste et être dans l'intérêt des salariés de FAI, de Ford et du repreneur".

Pour Ford, "un tel business plan (...) aurait nécessité, par exemple, des garanties apportées par des clients contractuellement engagés afin d'assurer un volume durable de production continue sur une période donnée, ainsi que les liquidités nécessaires pour maintenir la viabilité de l'entreprise au cours des premières années."

Le plan de Punch, déjà repreneur de l'usine de boîtes de vitesse de General Motors à Strasbourg en 2013, prévoyait notamment de sauver 400 emplois, le reclassement de 100 à 150 salariés dans l'usine Getrag voisine de FAI, dont Ford est co-actionnaire et client unique, et des départs volontaires en pré-retraite de 300 à 350 autres.

PASSER "DES PAROLES AUX ACTES"

Une annonce qui a mis les élus locaux et une majorité de salariés en colère, le ministre de l'Economie et des Finances Bruno Le Maire se disant "révolté" par cette décision, d'autant que l'Etat et les collectivités locales étaient prêtes à mettre la main à la poche à hauteur d'environ 16 millions d'euros.

Un espoir a été donné par Emmanuel Macron qui, depuis Bruxelles, avait "dénoncé" vendredi un "geste hostile et inacceptable" de la part de Ford et indiqué qu'une discussion allait s'engager entre Bruno Le Maire et le groupe américain en espérant qu'elle allait permettre "d'aboutir à des résultats."

"Nous ne baissons pas les bras et nous attendons maintenant du gouvernement qu'il passe des paroles aux actes", a dit le délégué CGT Philippe Poutou.

Dans une déclaration, le CE a demandé "solennellement au groupe Ford de revoir sa copie" pour laisser une nouvelle chance à Punch jusqu'à fin mars 2019, le PSE pouvant être repris en cas d'échec ou allégé en cas de reprise.

"L'expert du cabinet Secafi, mandaté par le CE, a eu un contact avec le cabinet de Bruno Le Maire qui lui a confirmé qu'ils continuaient à travailler sur le dossier, à chercher des solutions. Et le repreneur reste motivé pour reprendre l'usine", a indiqué à Reuters Vincent Alauze, un des élus de la CGT au CE.

Le maire de Bordeaux et président de Bordeaux Métropole, Alain Juppé, a dit lundi espérer, "peut-être l'impossible, c'est-à-dire faire changer Ford de décision".

Pour sa part, Jean-Luc Gleyze, le président du département de la Gironde, a annoncé qu'il demandait le remboursement de 1,32 million d'euros de subventions versées à Ford.

UN PLAN SOCIAL

Ford a indiqué que la Direccte (Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi) serait sollicitée pour l'homologation de son PSE, laquelle aura 21 jours pour donner sa réponse.

Selon Ford, FAI a présenté un plan social qui comprend notamment un congé de reclassement d'une durée étendue à compter d'octobre 2019, un plan de cessation anticipée d'activité très favorable, un redéploiement chez GFT, ainsi que d'autres mesures destinées à aider les salariés à se tourner vers d'autres employeurs ou à poursuivre d'autres opportunités de carrière.

C'est au mois de février que Ford Motor Company avait annoncé sa décision de ne plus investir dans son usine de Blanquefort, spécialisée dans la fabrication de boîtes de vitesses automatiques, et projeté une fermeture pure et simple d'ici la fin 2019 si aucun repreneur crédible ne se présentait.

En 2000, Ford avait déjà cédé cette usine à HZ Holding, une entreprise allemande qui n'était pas parvenue à y maintenir une activité suffisante. Sous la pression des pouvoirs publics et des syndicats, le constructeur américain avait repris son usine en 2011 et s'était engagé en 2013 à maintenir 1.000 emplois jusqu'à mai 2018 sous condition de versements d'aides publiques.

Implantée en 1972, l'usine de Blanquefort a compté jusqu'à 3.600 salariés en 2000.

(Edité par Yves Clarisse)